



HAL
open science

Grèce. Une régression démocratique et sociale

Noëlle Burgi

► **To cite this version:**

| Noëlle Burgi. Grèce. Une régression démocratique et sociale. 2014. hal-01967943

HAL Id: hal-01967943

<https://hal.science/hal-01967943>

Submitted on 1 Jan 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

En poursuivant votre navigation, vous consentez à l'utilisation des cookies pour disposer d'offres adaptées à vos centres d'intérêts. Pour gérer et modifier ces paramètres, cliquez ici.

Fermer

[Retour](#)

[Facebook](#) [Twitter](#)

[Instagram](#) [Youtube](#)

[S'abonner à la lettre d'information](#)

Grèce. Une régression démocratique et sociale, par Noëlle Burgi

Mis à jour le 28/01/2014

Introduction

Les mesures d'austérité mises en œuvre par le gouvernement grec depuis 2010 ont plongé le pays dans une crise sans précédent. La brutale érosion des salaires et du pouvoir d'achat parallèlement à l'explosion du chômage ont engendré une régression non seulement sociale mais aussi démocratique : ce constat particulièrement alarmiste met en cause la fragilité des institutions qui offrent peu de résistance à la corruption sévissant de longue date au sein des élites et de la société, les inclinations autoritaires de la classe politique et les injonctions des créanciers extérieurs.



Figure emblématique de la Résistance nationale, le célèbre compositeur Mikis Theodorakis s'adresse aux manifestants lors d'un rassemblement contre l'austérité devant l'université à Athènes le 3 mai 2011.
AFP / Aris Messinis - 2011

Grèce. Une régression démocratique et sociale

Noëlle Burgi*

La jeune démocratie grecque construite après la chute du régime dictatorial des colonels (1967-1974) est-elle en mesure de survivre à la crise multidimensionnelle – économique, politique, sociale et identitaire – qui la frappe depuis 2008-2010(1) ? Alors que le pays s'enfoncé dans une dépression plus profonde encore que celle des années 1930 aux États-Unis(2), l'intégrité de la société, dont une large fraction est très attachée à des valeurs démocratiques et sociales, est menacée par des facteurs indissociables, à la fois internes liés à l'histoire tourmentée de la Grèce, et externes relatifs à la manière dont les autorités transnationales gèrent le problème des « dettes souveraines ». La démocratie se vide de sa substance parce que les nouvelles politiques publiques ne sont, au mieux, que formellement soumises au contrôle ou au débat démocratiques.

Un recul social sans précédent

Prise dans les filets de dépendance engendrés par un système monétaire et des flux financiers mondiaux qui la dépassent, la société grecque subit dans tous les domaines, depuis 2008-2010, un effondrement sans équivalent dans l'histoire européenne de l'après Seconde Guerre mondiale. Car si la Grèce a été autorisée, en janvier 2014, à emprunter de nouveau sur les marchés financiers, son produit intérieur brut (PIB) n'en a pas moins subi, en l'espace de cinq ans (2008-2013), une contraction de 25,9 % et le tissu productif du pays, constitué pour l'essentiel de petites entreprises et de commerces de proximité, a été désarticulé par d'innombrables faillites. Sur le plan social, le taux de chômage a explosé, passant de moins de 10 % en 2007 à plus de 27 % en décembre 2013 – les jeunes (65 %) étant les plus touchés – et conduit à la réapparition de la misère, de la faim et de maladies infectieuses. La grande majorité des chômeurs est abandonnée à son sort. Tandis que les salaires ont baissé de 40 % et plus dans un contexte de forte hausse de la pression fiscale pénalisant surtout le milieu et le bas de l'échelle sociale, que le salaire minimum, lui aussi réduit, tend à devenir un plafond salarial et même à se subdiviser en salaires minima distincts en fonction de différentes catégories sociales, travailler sans être payé est devenu une situation courante. Plus du tiers de la population vit sous le seuil de pauvreté et le nombre de sans-abri ne cesse de croître. Les grandes villes concentrant l'essentiel de la population – Athènes, Salonique, Patras – s'étiolent. La famille, dernier rempart de solidarité devant la paupérisation absolue, ne tient plus. Les jeunes émigrent ou cherchent à le faire, de même que d'autres actifs moins jeunes mais très qualifiés. Ainsi, quelque sept mille médecins auraient déjà quitté le pays. Les droits sociaux fondamentaux – culture, éducation, santé, liberté d'expression et de circulation... – sont mis en cause. Selon des recherches conduites en milieu hospitalier, on enregistre deux suicides par jour attribués aux conséquences de la crise. L'insécurité économique se double d'une insécurité des personnes et des biens(3).

Démocratie et autoritarisme

La population s'est mobilisée contre cette dégradation subite et radicale de ses conditions d'existence. Entre février 2010 et juillet 2013, vingt-trois grèves générales furent organisées pour protester contre les programmes d'austérité et quatre cent cinquante grèves sectorielles eurent lieu dans les secteurs public ou privé avec des revendications portant notamment sur les licenciements ou les salaires impayés. Les institutions démocratiques de la Grèce contemporaine étaient cependant trop fragiles pour canaliser le mécontentement, freiner le rythme des nouvelles politiques publiques, *a fortiori* pour en réorienter le cours. Même après la fin de la dictature militaire des colonels (1967-1974), la société grecque se révéla « foncièrement incapable de constituer une communauté politique »(4), de faire échec à la violence étatique et de protéger son intégrité contre les forces économiques et financières transnationales. Entré tardivement dans l'économie capitaliste mondiale dans une position de dépendance, le pays fut toujours tributaire des rapports de forces internationaux. Doté d'institutions politiques importées et imposées de l'extérieur par des puissances étrangères après son indépendance en 1830, son État ne fut jamais moderne au sens wébérien du terme, c'est-à-dire dotée d'une bureaucratie relativement autonome et affranchie des intérêts privés. Au contraire, élites politiques et élites économiques en firent le lieu par excellence

de reproduction et de consolidation de leur puissance. Le pays hérita de son histoire un modèle politique artificiellement plaqué sur une société traditionnelle et fragmentée, structurée autour de loyautés locales, de la famille étendue, du village et de valeurs communautaires, et un système institutionnel autoritaire, très centralisé, réfractaire à la séparation des pouvoirs comme aux revendications d'autonomie locale ou de démocratie substantielle. Le clientélisme et la corruption trouvèrent là un terreau fertile pour se perpétuer, servant les intérêts des élites et asseyant leur domination.

Né en 1974, le Mouvement socialiste panhellénique (Pasok) avait remporté les élections législatives en 2009 avec 43,92 % des suffrages. Il avait connu une ascension fulgurante, alternant au pouvoir depuis 1981 avec le parti conservateur Nouvelle Démocratie, les deux formations totalisant, à chaque élection et pendant trois décennies, un pourcentage de voix oscillant entre 75 et 85 %. Les premiers gouvernements (1981-1989) du charismatique fondateur du Pasok, Andréas Papandréou, s'étaient engagés à « conduire le changement » et apportèrent des transformations décisives à la société grecque. Entre autres, ils démocratisèrent le mouvement syndical, mirent en œuvre une politique de redistribution des revenus en faveur des salariés, instituèrent un État social pour la première fois en Grèce, placèrent le Parlement au centre de la vie politique et confinèrent le rôle de la police à des activités de maintien de l'ordre démocratique. Mais, dans le contexte plus vaste de la montée du néolibéralisme et bientôt de l'unification européenne et de la marche vers l'Union monétaire, la politique économique keynésienne se révéla un échec. Le clientélisme et la corruption généralisée des élites économiques et politiques reprirent le dessus. Entraînés dans les manœuvres politiciennes, les syndicats restèrent, sinon « à la botte » des partis politiques, du moins très dépendants d'eux. À la fin des années 2000, le Pasok ne représentait plus depuis longtemps une force d'opposition capable de défendre les principes démocratiques fondamentaux.

La gauche, qui renvoie toujours en Grèce à la tradition communiste au sens large, avait amorcé avec la légalisation en 1974 du Parti communiste de Grèce (KKE) un processus complexe de recomposition qui se poursuit encore aujourd'hui. Après avoir dirigé la Résistance, elle avait survécu dans la clandestinité presque totale depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, victime d'un État policier répressif qui, avec le soutien des grandes puissances (Royaume-Uni et États-Unis), purgea les institutions et le pays, non des collaborateurs et des criminels de guerre qui furent intégrés dans le système politique et grossirent les effectifs de la police et de l'armée, mais des résistants, tous indistinctement assimilés à des communistes, de leurs familles et de tous ceux que l'on soupçonnait de déviance présente ou passée, ou de ne pas adhérer aux valeurs du patriotisme officiel(5). Les persécutions, arrestations arbitraires, emprisonnements et déportations de Grecs en exil interne dans des camps de concentration ne cessèrent réellement qu'à la fin de la dictature des colonels ; et il fallut attendre la décennie suivante pour qu'une loi de réconciliation reconnaisse le rôle de la Résistance nationale et que la très sanglante guerre civile (1946-1949) ne soit plus désignée officiellement par l'expression « Guerre de bandits »(6). La gauche connut après 1974 un développement organisationnel et politique notable, mais elle resta très fragmentée, constituée de dizaines de formations et groupuscules. Elle comprend aujourd'hui trois pôles principaux, tous issus du mouvement communiste d'après-guerre, parmi lesquels, outre le KKE qui demeure un parti marxiste-léniniste singulièrement tenace, *Syriza* (acronyme désignant la Coalition de la gauche radicale), la formation d'Alexis Tsipras (précédemment dirigeant de *Synaspismos*, composante la plus importante de ce regroupement). Lieu de rencontre de courants hétérogènes, *Syriza* se constitua au début des années 2000 en une coalition des gauches critiques et se transforma en parti politique au lendemain des élections du 17 juin 2012. Entré de justesse au Parlement en 2009 avec 4,6 % des voix, celui-ci devint en 2012 (26,89 % des suffrages, soit 71 sièges sur 300) la principale formation d'opposition au terme d'un scrutin qui connut, par ailleurs, un taux d'abstention élevé (37,53 %). *Antarsya* (Coopération anticapitaliste de gauche pour le renversement) constitue le troisième pôle de la gauche extraparlamentaire et incarne les traditions les plus solides du radicalisme de combat.

Dénis et répression

En somme, lorsque la crise financière frappa en 2008 et plus encore lorsque la Commission européenne et la Banque centrale européenne (BCE), confortées par la garantie du FMI, formèrent en mars 2010 la Troïka et entérinèrent deux mois plus tard un mécanisme dit d'aide financière (ou Mémoire) subordonnant le refinancement de la dette du pays à la mise en place de réformes structurelles qui se concrétisèrent par des mesures d'austérité draconiennes, la société grecque fut prise de court. Elle n'avait eu ni le temps nécessaire ni les outils économiques, institutionnels et politiques pour consolider les aspirations démocratiques libérées dans la période post-dictatoriale. Non seulement les traits marquants de la vie politique grecque — un étatsisme autoritaire, le clientélisme et la corruption des élites — n'ont pas été ébranlés par les transformations introduites dans le pays sous l'égide de ses créanciers, mais encore ils ont été mobilisés pour faciliter l'application des politiques de « dévaluation interne » (c'est-à-dire de baisses des salaires, d'augmentation des impôts, de suppression de la demande et de coupes sombres dans les dépenses publiques).

Aujourd'hui, les autorités politiques gouvernent comme s'il n'y avait littéralement pas de société. Elles édictent des règles en contournant les limites que leur impose la Constitution et changent constamment les lois, au point où plus personne, pas même les avocats, ne sait quels sont réellement les textes en vigueur. Par exemple, elles ont criminalisé la contestation, notamment les grèves, en qualifiant celles-ci de « guerre » et/ou de « catastrophe physique », ce qui leur permet d'imposer, sous peine d'emprisonnement, le travail obligatoire. Elles interprètent avec beaucoup de souplesse les limites constitutionnelles à la liberté d'expression et de la presse et au droit d'accès à l'information (interdiction d'inciter à la violence et à la déstabilisation du système politique, offense aux institutions étatiques ou religieuses notamment). Elles se livrent à des actes arbitraires, parfois spectaculaires, comme le 11 juin 2013, lorsque le gouvernement annonça et imposa la fermeture immédiate de la Radiotélévision publique (ERT). Pour faire passer des mesures délicates, dont la possibilité donnée en décembre 2012 aux créanciers du pays de saisir le patrimoine national, elles recourent de plus en plus à des actes à contenu législatif ne nécessitant pas de vote au Parlement.

Dans le même temps, le gouvernement se mure dans le déni. Exemple significatif, il refuse de reconnaître la crise sanitaire provoquée par le démantèlement du système national de santé et la privation d'accès aux soins des quelque deux millions de personnes actuellement dépourvues d'assurance maladie(7). Les chercheurs ont le plus grand mal à se procurer des données relatives à la santé publique, soit parce qu'elles n'existent pas (contrairement aux données financières), soit parce qu'elles tardent à venir ou semblent inaccessibles. Et quand ils finissent par en obtenir, c'est pour y trouver des interprétations vantant la plus grande « efficacité » du système de santé. En mars 2012, après avoir présenté, lors d'un congrès, des chiffres alarmants – provenant du ministère grec de la Santé lui-même – faisant apparaître une explosion de cas de VIH/sida, une équipe internationale de scientifiques a conjuré le gouvernement grec de renforcer son programme d'échange de seringues. Impassibles, les représentants du ministère leur ont rétorqué que ces statistiques étaient seulement causées par la présence d'immigrants nord-africains et est-européens entrés en Grèce avec le VIH/sida (8).

La répression s'intensifie, quelquefois en lien avec la xénophobie. Dans le camp de rétention d'Amygdaleza ouvert en 2012, situé dans la banlieue nord-est d'Athènes, plus d'un millier de migrants dépourvus de titres de séjour sont enfermés dans des conditions inhumaines ; il arrive même que d'autres personnes indésirables y sont envoyées. La création de cinquante autres camps a été annoncée. Mais la violence policière vise toutes les formes de contestation ou d'« anomalie », d'où qu'elles viennent. Ainsi, lorsque le 9 octobre 2012, le quotidien britannique *The Guardian* publia un article sur les tortures pratiquées sur des manifestants ayant protesté contre le parti fasciste *Aube dorée*(9) et détenus dans un commissariat de la capitale grecque, le ministre de l'Ordre public et de la Protection du citoyen, Nikos Dendias, réfuta ces faits en bloc. Plus tard, un médecin légiste confirma les traces de torture sur les corps des détenus. Journalistes et photographes, dont certains reçoivent régulièrement des menaces de mort, sont souvent ciblés, attaqués et parfois blessés par les forces spéciales de la police (*MAT*, *Monades Apokatastases Taxes*, brigades anti-émeute) lors des manifestations : l'un deux, victime d'une grenade flash, est devenu sourd, un autre a perdu un œil, un autre encore a miraculeusement survécu d'une fracture crânienne, plusieurs ont risqué de perdre la vie. Les responsables courent toujours. Dans le nord de la Grèce, en Chalcidique, la population locale mène depuis des années un combat contre l'exploitation d'une mine d'or au milieu de l'ancienne forêt de Skouries en raison de ses conséquences écologiquement désastreuses. Jugés « criminels » par le gouvernement, les habitants sont régulièrement confrontés aux descentes de la police anti-émeutes à laquelle se joignent parfois les forces antiterroristes (armées), et subissent des rafales, des arrestations et détentions arbitraires, des prélèvements forcés d'échantillons d'ADN, etc. Ces exemples, bien sûr, n'épuisent pas le sujet.

La force d'attraction des mouvements identitaires

Mise en doute par le FMI lui-même, remise en cause dans ses fondements théoriques (10) et contredite par la réalité empirique(11), la doctrine dite d'austérité expansionniste sert toujours de fondement et de justification aux orientations politiques imposées avec une sévérité accrue par la commission européenne et la BCE. Dans le cas de la Grèce, mais aussi d'autres États débiteurs placés sous « assistance » ou sous « surveillance », les mesures théoriquement destinées à assainir leurs budgets sont définies et prescrites sans tenir compte des réalités concrètes et des complexités de chaque pays. Dans les sociétés les plus durement touchées par l'austérité, la perte brutale de tous les repères donnant à la vie quotidienne un minimum de stabilité et de prévisibilité, l'incertitude qui en découle, qui empreint et domine les relations sociales, et la souffrance générée par l'incompréhension face à la prétendue nécessité de cette politique, incitent les individus à se tourner vers des organisations ou des mouvements identitaires. Ceux-ci leur redonnent un but et fonctionnent comme une source d'intégration sociale. De ce point de vue, les poussées de l'extrême droite en Europe ne sont pas fortuites, comme en Grèce, la soudaine (et inquiétante) percée du parti néo-nazi Aube Dorée (0,29 % des voix aux législatives de 2009, 6,92 % à celles de juin 2012). Il aura fallu le tragique assassinat du chanteur grec antifasciste Pavlos Fyssas en septembre 2013 pour que plusieurs dirigeants de cette formation soient arrêtés et ses financements bloqués. Mais ce parti n'en demeure pas moins crédité de 8 à 10 % des voix dans les sondages... De façon plus constructive, des mouvements de solidarité s'inventent dans tout le pays, notamment pour venir en aide à la population privée de soins médicaux, grâce à la constitution d'un réseau de cliniques et de pharmacies alternatives et gratuites. Ces formes de résistance sont vitales mais ne suffisent pas à écarter la menace d'une défaite possible de la démocratie.

Notes

- (1) Cet article s'appuie sur un ouvrage collectif dirigé par l'auteure. Voir Noëlle Burgi (dir.), *La Grande Régression. La Grèce et l'avenir de l'Europe*, Le Bord de l'eau éditions, Bordeaux, à paraître (14 février 2014), 270 pages.
- (2) Voir Floyd Norris, « Seen From Greece, Great Depression Looks Good », *New York Times*, 16 mars 2013 ; Nicholas Crafts, « The Eurozone : If only it were the 1930s », *Vox*, 1^{er} décembre 2013.
- (3) Pour un tableau d'ensemble, voir Joëlle Dalègre (dir.), *Regards sur la « crise » grecque*, L'Harmattan, Paris, 2013.
- (4) Cornelius Castoriadis, « Nous sommes responsables de notre histoire », dans « Le mouvement grec pour la démocratie directe », *Collectif Lieux Communs*, n° 18, septembre 2011.
- (5) L'État délivrait aux individus un « certificat de convictions sociales et politiques » après enquête vérifiant si les idées et pratiques des personnes étaient conformes aux « intérêts de la nation » ; si le certificat n'était pas délivré, les individus étaient classés dans la catégorie des « citoyens dangereux ».
- (6) Voir Neni Panourgia, *Dangerous Citizens : The Greek Left and the Terror of the State*, Fordham University Press, New York, 2009 et Mark Masower (dir.), *After the War Was Over: Reconstructing the Family, Nation, and State in Greece, 1943-1960*, Princeton et Oxford, Oxford University Press, 2000.
- (7) Voir Amélie Poinssot, « Grèce. Un système de santé en crise », *P@ges Europe*, 16 janvier 2012.
- (8) David Stuckler et Sanjai Basu, *The Body Economic : Why Austerity Kills*, Basic Books, 2013, page 88.
- (9) Voir Amélie Poinssot, « Aube dorée. Une ombre menaçante sur la démocratie grecque », *P@ges Europe*, 5 novembre 2012.
- (10) Voir *Perspectives de l'économie mondiale. Une dette élevée et une croissance anémique*, FMI, octobre 2012 ; Michael Ash et Robert Pollin, *Does High Public Debt Consistently Stifle Economic Growth ? A Critique of Reinhart and Rogoff*, Political Economy Research Institute, University of Massachusetts, 15 avril 2013.
- (11) Voir notamment David Stuckler et Sanjai Basu, *The Body Economic*, *op. cit.*

* Chercheure CNRS au Centre européen de sociologie et de science politique (CESSP-Université Paris I, CSE, EHESS).

Pour citer cet article : Noëlle Burgi, « Grèce. Une régression démocratique et sociale », *P@ges Europe*, 28 janvier 2014 – La Documentation française © DILA